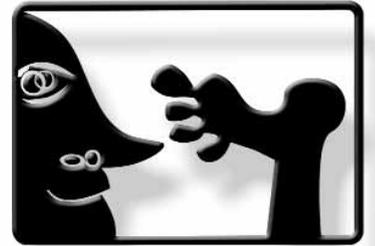




Coût d'impression : 30 cts



Pieds du nez

N° 8 - 2006

AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG!

DOSSIER

Venezuela



AFFICHE D'ACT UP CENSURÉE

VOTEZ



LE PEN

- Le libéralisme est-il une fatalité ?
- Soutien à Joseph Kollie
- Chômage, mon amour
- La sale gueule de l'emploi
- Crise démocratique et coup d'état au Venezuela
- La révolution bolivarienne en action
- Vol
- Autopsie d'un charognard

Chomage, mon amour !

Hé non ! Contrairement à ce que répètent à l'envi nos politiciens, journalistes, chroniqueurs, le chômage n'est pas *le cancer de notre société* (sic). Il est indispensable à notre économie pour mettre une pression sur le marché du travail. La peur et l'insécurité qu'il procure oblige tout un chacun (qui n'a pas la chance d'être né sous une bonne étoile) à accepter les conditions dégradées et dégradantes imposées par les propriétaires des moyens de production. Chacun doit prouver son utilité pour avoir *le grand privilège* d'obtenir un emploi. Seul les plus forts restent. Les lois de la jungle sont ainsi.

Ces grands ou petits capitalistes, les patrons, les actionnaires, les financiers se frottent les mains avec des pourcentages d'augmentation de bénéfices à deux chiffres. Cet argent honnêtement gagné grâce aux investissements, aux risques considérables pris par les nantis.

Les laissés-pour-compte ne sont pas que des dommages collatéraux. Ils sont la chair à canon du capitalisme, du libéralisme économique. Ceux qui meurent en première ligne pour permettre aux *plus aptes* de vivre.

Mais cette précarité ne doit pas gêner le confort des bénéficiaires de ce système. Que font ces jeunes allongés dans les rues ? La main tendue. Ces racailles hurlantes et combattantes ? Chacun se pressent alors : bobos, journalistes, commerçants. Mais où va-t-on ? Il nous faut plus de police. L'Etat doit distribuer par-ci par-là quelques deniers pour calmer cette misère et cette colère montante. Quoi ? Pour payer ces quelques sous, il faudrait que les riches reversent un petit peu de leur or ? Non ! Plutôt reprendre là ce qui a été donné ici : revendre les services publics payés par la collectivité, donc revendre ce qui ne nous appartient pas, diminuer la couverture sociale concédée dans un autre âge quand la peur du socialisme obligea à quelques concessions (même à celle de voir

le fascisme prendre l'Europe en main) et surtout continuer l'oeuvre de propagande qui désigne l'ennemi : le délinquant, surtout s'il est brun, l'immigré clandestin, surtout s'il est musulman, le contestataire gauchiste qui use de néopopulisme en laissant croire que les problèmes du peuple peuvent être résolus.

Non ! *Les économistes sérieux sont unanimes* : les système de redistribution des richesses font fuir les capitaux ce qui implique une politique inflationniste. Et l'inflation implique la dévaluation de la monnaie donc l'argent accumulés par les riches fond comme neige au soleil. Quoi ? renationaliser ? Cryptocommuniste, va ! La propriété privée est inscrite dans la déclaration universelle des droits de l'Homme ! Le lock-out est interdit par cette même déclaration ? Encore une abération ! Heureusement la constitution européenne (qui ne manquera pas de réapparaître) le reconnaît. De toute façon les tribunaux ne peuvent pas faire respecter cette interdiction, alors...

Tous les jours des femmes, des hommes sont mis au ban de notre société parce que pas assez rentables. Les chefs d'entreprises, qui n'ont que faire de l'opinion

publique, laissent les politiciens s'embourber.

La valse des tartuffes encartés commence alors. Pour nous expliquer que rien ne peut être fait. Qu'il faut se résigner.

On remet quelques emplois aidés par-ci, on aide les employeurs à licencier par-là. Et on appelle surtout à plus de croissance.

Consommez, bande d'abrutis ! Puisque vous récupérez les miettes des bénéfiques engrangés par les plus riches. Aidez-les à augmenter leur bénéfiques. Ces miettes seront d'autant plus nombreuses.

Surtout, ne faites pas comme nous qui ne savons plus que faire de notre fric ! Ne le laisser pas dormir à la banque avec vos 2.25% de bénéfiques annuels ridicules !

Il est préférable de vous endetter. Pensez à votre retraite qui, tel que c'est parti, sera bien maigre. Achetez des maisons de carton-pâte, des automobiles monumentales et ultra-sophisticquées.

Mais surtout un bon conseil : ne réfléchissez pas trop. C'est mauvais pour les neurones, votre santé et ça favorise l'impuissance.

AL



La sale gueule du travail

L'emploi est à la mode ! À la mode de l'emploi précaire !

L'emploi précaire, c'est les congés non payés (chômage), la RTT contrainte et non rémunérée (temps partiels), la retraite sans pension et avant l'heure (interdiction du RMI aux moins de 25 ans). La précarité de l'emploi, c'est le travail sous contrôle. Chômeurs et fainéants (ceux qui refusent la production débile, les salaires de misère et l'exploitation) sont "accompagnés" dans le cortège des contrats pourris - contrats d'avenir, contrats d'insertion, RMA, contrats tremplin - Derrière les paillettes du "suivi personnalisé" : contrôles, revenus en chute libre, subventions aux employeurs ; emploi forcé et salaires en miettes. Et pour les salariés "classiques" (non précaires ?), c'est la peur entretenue du licenciement ou du non-renouvellement de poste. L'emploi précaire ne garantit plus le salaire. Le SMIC n'est plus mensuel, il est "horaire". La flexibilité, c'est le bénévolat du temps d'astreinte, de chômage. Et c'est la rémunération calculée selon le planning de l'employeur.

L'emploi précaire explose. La France compte probablement près de 10 millions de précaires. Plus d'un million et demi de travailleurs pauvres (20% sont "pourtant" en CDI) vivent avec moins de 557 euros par mois. Près de 3 SDF sur 10 ont un emploi. À l'échelle européenne, les précaires constituent 17% de la population. On parle de minima sociaux ! Comme si le social c'était un minimum ! On dit "minima sociaux" pour ne pas dire "maxima patronaux". RMI, ASS, allocs chômage et autres systèmes de solidarité sont vus comme un coût. On préfère les dîners caritatifs (bonne conscience), où on discute du démantèlement de la solidarité. Les architectes de la nouvelle donne du travail s'amusent à communiquer dans leur novlangue. Ils disent : "activation des dépenses passives" pour ne pas dire : travail forcé ; ils revendiquent la "baisse du chômage", pour masquer les radiations ANPE ; ils soutiennent la "professionnalisation des jeunes", au lieu de parler de stages en entreprise non payés ; ils autorisent les expulsions des "mauvais" locataires, et se mettent en deuil le jour où un immeuble flambe à Paris.

Le plein emploi d'antan, ce "paradis" perdu que quelques nostalgiques aspirent à retrouver n'est plus. Devons-nous regretter ce temps où il nous fallait trimer à vie pour gagner sa retraite (et mourir sans en profiter) ? Aujourd'hui, les différents temps de vie deviennent des sources d'enrichissement pour l'entreprise. Nos "loisirs" devenus biens de consommation (culturels ?) se vendent en publicité sur nos temps de "cerveau disponible". Découverts bancaires,

crédits à taux usuriers, même la misère de nos revenus engraisse les banques. À chaque fois que le chômage augmente, en dehors de la recherche éternelle de boucs-émissaire, on nous rabâche le refrain du pouvoir d'achat et de la consommation pour arriver au plein emploi. Certes tout le monde a besoin d'un revenu pour vivre. Mais vivre ? Ça veut dire quoi ? Est-ce que vivre ça veut dire consommer à perte d'horizon parce que la consommation relancerait la production et donc l'emploi ? Mais toute production est-elle souhaitable ? Tout emploi est-il enviable ? Ne sommes-nous pas à une période de l'histoire où la main-d'œuvre humaine est moins nécessaire qu'autrefois et où justement on devrait se réjouir de se libérer de contraintes ? La vie n'est-elle qu'un cercle vicieux : se former/formater pour pouvoir travailler afin de consommer, pour que tout le monde puisse (travailler et) se payer sa deuxième bagnole, le

CONTRAT NOUVELE EMBAUCHE....



frigo américain et des vacances en club de vacances dans des îles paradisiaques et ça jusqu'à l'âge de la retraite où on sera tellement épuisé qu'on n'en profitera même pas ? Surtout que, d'ici-là, la retraite aura, elle aussi, disparu. C'est maintenant qu'il faut profiter de la vie.

Nous sommes sommés d'être de plus en plus disponibles. Il nous faut nous former pour être plus productifs, accepter de maigres salaires pour rester compétitifs, tutoyer son patron et accepter de revenir dimanche terminer son sale boulot. Que

faire ? Sans doute déjà se débarrasser des mythes qui nous empoisonnent l'existence : que la croissance est nécessaire (n'oublions pas que la terre est une surface finie), que le travail/emploi est une nécessité, qu'un chômeur est un fainéant, que l'étranger nous pique notre boulot, ... Peut-être construire des niches de solidarité, d'entraide, d'échange. Entre nous. Produire nous mêmes, et pour nous, des espaces où nous pourrions vivre en collectif. Non plus les uns contre les autres. Peut-être aussi, batailler pour négocier de nouveaux droits sociaux qui correspondent aux réalités d'aujourd'hui. Parce que nous refusons que le droit à la vie ne s'achète qu'à la sueur de son front. Il n'y a pas de programme préétabli, il y a tout à (ré)inventer. À nous de faire.

Avec ou sans-emploi, avec ou sans-papier, un revenu c'est un dû. Logement, titre de séjour : arrêt de toutes les formes d'expulsions

35 heures c'est 40 heures de trop !
AC! Limoges
www.ac.eu.org

Crise démocratique et

La crise démocratique au Venezuela est actuellement une des plus profondes en Amérique latine. [...] La méthode pour comprendre ce contexte semble être guidée par deux étapes : l'une ascendante et l'autre descendante. La première a eu lieu avec le pacte politique de « Punto Fijo » en 1958 qui a garanti à ce pays une stabilité institutionnelle de quarante ans ! [...]. Par la suite, ce processus est entré dans une phase de décadence. Pour l'analyse, ce qui mérite d'être observé, c'est que cette descente a eu sa contrepartie : la montée en puissance des nouvelles forces politiques. Le Venezuela se trouve, ainsi, au milieu d'une lutte impitoyable entre l'ancien régime et le nouveau. [...]

Au centre de ces bouleversements, un fait paraît essentiel : au Venezuela, deux visions sur la démocratie s'affrontent radicalement. [...]. Toutefois, la crise démocratique vénézuélienne ne semble pas avoir une existence isolée des autres qui ont lieu en Amérique latine. Cette étude tentera donc d'établir les similitudes qui peuvent exister entre une dynamique et l'autre. Le but est de situer notre problématique dans un contexte plus général, que nous appelons : transition dans la transition.

Cette transition dans la transition signifie, d'après notre analyse, qu'en Amérique latine, les élites politiques ont tenté d'instaurer des régimes néolibéraux de démocratie formelle. Cet objectif ne semble pas avoir été réussi et, au contraire, ces régimes paraissent, l'un après l'autre, être tombés dans des processus de perte d'hégémonie. Cette situation a créé un fait historique très important pour la région : l'apparition de nouvelles forces politiques qui proposent un autre modèle de démocratie. [...]

Contexte de la problématique

La démocratie au Venezuela est, comme partout ailleurs en Amérique latine, en crise. Toutefois, pour ce pays, celle-ci semble avoir un contenu différent si on la compare, par exemple, aux autres crises régionales. Dans cette optique, Jennifer McCoy et William Smith soutiennent que la politique contemporaine au Venezuela est confrontée à des défis qui ne sont pas ceux de la transition ni ceux de la consolidation démocratique comme c'est le cas ailleurs dans la région. Plutôt, la crise vénézuélienne trouverait sa source dans une incapacité des élites au pouvoir de réinventer la démocratie, dans un pays où les institutions établies sont affaiblies et en perte de légitimité. [...]. Pour ces auteurs, dans le contexte latino-américain, cette crise régionale s'explique par des changements socio-économiques importants qui sont communs à toutes les sociétés latino-américaines : la décomposition du « Estado centrico » (1995, p. 18), ou État

développementaliste fortement interventionniste et dominant dans la région jusqu'aux années 70. [...]

Le pacte politique de « Punto Fijo » de 1958

Cette date semble inaugurer un moment exceptionnel pour la démocratie au Venezuela. C'est à cette époque que le consensus a été possible grâce à un accord politique entre les élites : c'est-à-dire les partis politiques (AD et COPEI), le secteur privé (Fedecameraz) et les travailleurs organisés dans la CTV (Confédération des travailleurs du Venezuela). Cette entente a produit un fait particulier : les partis politiques ont réussi à consolider leur position en incorporant sous leur influence, à travers une politique fondée sur le « clientélisme », les diverses structures de la société où ils avaient, grâce à la rente pétrolière, une marge de manoeuvre importante (Molina et Baralt, 1998, p. 36). [...]

Ce pacte politique allait rentrer dans un processus de congélation où le système des partis caractérisé par une extraordinaire capacité de mobilisation et de consensus est devenu, avec le temps, un système qui privilégiait surtout les acteurs politiques du schéma original de 1958 (McCoy et Smith, 1995, p. 21). Le pacte de « Punto Fijo » est donc devenu excluant et au service exclusif des élites. [...]

Crise du pacte de « Punto Fijo »

Au Venezuela, l'an 1998 marque la fin du modèle politique de « Punto Fijo ». Cette date signifie également la fin d'une époque qui a permis à ce pays l'équilibre, la stabilité politique et une relative paix sociale : situation qui contrastait fortement avec celle qui se produisait dans les pays voisins. L'expérience démocratique vénézuélienne représentait un cas à part. Elle était vue comme un modèle réussi d'une « démocratie de partis » : statut qui se confirmait périodiquement avec chaque élection. Ce modèle se caractérisait par des gouvernements forts et des parlements contrôlés par un bipartisme qui obstruait les possibilités de participation d'autres forces politiques. Il y avait ainsi, au Venezuela, une structure politique où le parti au pouvoir tenait une opposition, qui, selon une proposition de Juan Linz, serait une « opposition fidèle ». Celle-ci, étant donné une stricte et régulière alternance, partageait avec l'équipe gouvernante en place la responsabilité de maintenir le projet démocratique, lequel se montrait, jusqu'à

tout récemment, sans fissures et très solide (Jimenez, 1995, p. 35-36).

Le parti au pouvoir et une opposition politique fidèle qui alternaient régulièrement dans la conduction de l'État ont créé une structure de pouvoir qui a passé par différentes étapes. La première est celle qui va de sa fondation en 1958 jusqu'à 1973 : c'est l'étape de la centralisation politico-administrative impulsée par l'État. Une deuxième étape va de 1973 à 1988, période dans laquelle le bipartisme s'oriente vers le pouvoir des partis (la partidocracia). Leur but est ici d'obstruer d'éventuels perturbateurs tant internes qu'externes du système. Cette étape confirme, également, le processus d'identification des programmes politiques des deux partis principaux (Idem, p. 37).

Ce modèle commence à se désintégrer en 1988 avec le deuxième mandat de Carlos Andres Perez qui entame le démantèlement du monopole des partis. Pour ce faire, ce président, afin de concrétiser son programme politique, néglige son parti (le AD) et opte, en s'appuyant sur une équipe de travail d'orientation technocratique, pour les politiques économiques néolibérales. Rafael Caldera (un fondateur du COPEI) confirme la crise évidente du bipartisme en fondant son propre mouvement qu'il appelle « Convergence ». De cette façon, il essaie de redonner une nouvelle image de la politique. Caldera critique les positions néolibérales de Perez et offre un modèle alternatif de développement. Avec ces promesses, en 1993, il obtient la victoire électorale (Ellner, 1998, p. 126).

Le gouvernement de Caldera n'est pourtant que la continuation de celui de Perez et, pour conserver le pouvoir, il continue à s'appuyer sur le bipartisme et sur le Parlement. Caldera intensifie la crise et commet une série d'erreurs qui seront identifiées par les citoyens comme le produit d'une classe politique négligente et en décadence en qui ils ne font plus confiance. C'est ainsi que se produit la rupture entre eux et la classe politique. [...]

De la désillusion à la recherche active d'une alternative politique

Précédemment, nous avons soutenu qu'il existait au Venezuela une structure de pouvoir fortement centralisée où le monopole des partis et le clientélisme étaient les pivots du statu quo. Postérieurement, ce dernier a sombré dans un processus de décomposition qui, concrètement pour le Venezuela, signifie la perte de légitimité des élites politiques dominantes. En Amé- .../...

Caldera intensifie la crise et commet une série d'erreurs qui seront identifiées par les citoyens comme le produit d'une classe politique négligente et en décadence en qui ils ne font plus confiance. C'est ainsi que se produit la rupture entre eux et la classe politique

coup d'État au Venezuela

.../... rique latine, cette situation ne semble pas être l'exception, mais plutôt un phénomène très répandu. Comment peut-on comprendre ce contexte de crise ? En Amérique latine [...] il se produit, à l'exception notable de Cuba, un processus de transition démocratique. Par cette voie, la région est passée

Les dictatures militaires, qui se sont répandues dans toute la région pendant la période des années soixante et soixante-dix, n'ont eu que le rôle suivant : gérer à travers la terreur d'État le démantèlement de l'État développementaliste.

des dictatures militaires aux régimes démocratiques. Concrètement, à travers ces dynamiques, le sous-continent est passé d'une structure centrée sur l'État développementaliste d'inspiration keynésienne à une autre, centrée cette fois-ci, sur le marché. Les dictatures militaires, qui se sont répandues dans toute la région pendant la période des années soixante et soixante-dix, n'ont eu que le rôle suivant : gérer à travers la terreur d'État le démantèlement de l'État développementaliste. Elles ont ainsi décapité toute opposition civile. Peu à peu, cette dernière a accepté, à travers des pactes politiques, l'installation ou la réinstallation de la démocratie dans la région. Au Venezuela, comment ce processus s'est-il réalisé ?

Selon Molina et Baralt (1998), dans ce pays, l'État d'inspiration keynésienne a permis des libertés politiques et civiles et créé, également, une culture de consensus parmi la population. Cette dernière s'identifiait ainsi à un système démocratique respectueux de sa liberté et qui la protégeait dans ses droits (sociaux y compris). Ce système où l'économique, le politique et le social étaient, comme d'ailleurs partout en Amérique latine, étroitement liés, allait être profondément transformé.

Ce processus a été entamé en 1989 par Carlos Andres Perez et poursuivi par Rafael Caldera en 1993 dans son deuxième mandat. Tout de suite après que Perez a annoncé l'application des mesures néolibérales, il se produit le « caracazo » (José Molina et al, 1995). Les masses se sont alors opposées à son programme politique en manifestant dans les rues. En Amérique latine, comme il a été déjà expliqué, le démantèlement de l'État keynésien a été le produit des dictatures militaires. Au Venezuela, ce rôle redoutable fut exécuté par des partis et par des personnalités politiques historiquement identifiés à la démocratie. C'est pourquoi, avec la crise de

leur projet d'inspiration néolibérale, ils ont également entamé la crise généralisée du système démocratique qu'ils avaient eux-mêmes fondé. Rappelons ici qu'au Venezuela existait un monopole de partis politiques, c'est-à-dire qu'ils contrôlaient l'État et la société civile. C'est donc tout à fait compréhensible que leur crise ait provoqué la crise structurelle du système. Laquelle a, à son tour, ouvert la porte à d'autres forces politiques qui poursuivent un seul objectif : la rénovation du statu quo vénézuélien.

Le contexte politique avant l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez

En janvier 1989, Carlos Andres Perez assume pour la deuxième fois la présidence de la république et pour faire face à la crise, il adopte des mesures économiques sévères d'ajustement restrictif à l'intérieur d'un schéma économique néolibéral. L'application de ce programme a provoqué une « rébellion populaire » le 27 et le 28 février 1989 lorsque se déchaîne une vague de pillage, de violence et de mort sans précédents dans l'histoire récente du pays. A partir de ce moment, la pauvreté commence à augmenter et les classes moyennes s'enfoncent dans une perte de bénéfices (José Molina et al, 1995, p. 146, 147).

Tout au long de 1993, témoigne Heinz Sonntag (1998), la grande majorité

des Vénézuéliens percevaient que la démocratie au Venezuela avait un avenir incertain, mais ils ne le regrettaient pas. Cette majorité ne croyait pas dans le Congrès, se méfiait du Conseil Suprême électoral, voyait dans les partis politiques non des acteurs politiques fondamentaux du système démocratique, sinon des appareils éloignés des citoyens. Leurs leaders étaient vus comme des mafias ou des « castes » dont l'unique objet était de se perpétuer au pouvoir pour maintenir leurs privilèges à travers le monopole du pouvoir politique. Même l'État, autrefois vu comme le grand protecteur par sa fonction de distributeur de la rente pétrolière, était remis en question à cause de son incapacité à répondre aux demandes des citoyens. Ces tendances de dissolution de l'espace politique ne trouvaient pas de contrepoids en une société civile forte. C'était tout le contraire : cette société civile, surgie pendant les années 70 et 80, avait succombé face aux effets dissolvants de la globalisation sur les acteurs collectifs traditionnels et la montée galopante de l'individualisme, qui est sous-jacente à ce modèle de politiques d'ajustements réalisées en 1989 jusqu'au milieu de 1993. Le résultat fut une apathie généralisée.

Pour Sonntag (1998, p. 20), également, pendant que l'espace politique du Venezuela se dissolvait, aucune classe sociale, aucun groupe ou secteur était capable d'agir collectivement : les acteurs politiques se divisaient, la société s'atomisait et l'individualisme s'approfondissait. En parallèle à ces processus, il y a eu une crise financière aiguë, provoquée par la faillite d'une importante banque du pays, ce qui a obligé Caldera à réaliser une intervention de sauvetage équivalent à 10% du PIB (Lander et Maya, 1999, p. 6). Ceci s'est passé au moment où un important secteur de banquiers et d'exécutifs ont été signalés comme une bande de simples délinquants (Sonntag, p. 22).

Au plan social, le gouvernement de Caldera n'a pas réussi, selon Lander et Maya, à surmonter les graves problèmes qui se sont accumulés au cours des dernières deux décennies et qui se sont approfondis pendant la période 1989-1996 avec les mesures d'ajustement structurel. Sous son régime, l'inflation a grimpé à 800%, laquelle a été la plus élevée de la période constitutionnelle connue. En juin 1997, sur un total de 4 740 250 foyers, 2 122 016 se trouvent en situation de pauvreté : parmi ces derniers, 895 542 se situent en situation de pauvreté extrême. Cela veut dire que .../...



44,76% des foyers vénézuéliens n'avaient pas les revenus nécessaires pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, et 18,89% des foyers n'arri-

vaient pas à couvrir leurs besoins alimentaires. Le programme vénézuélien d'Action Éducation en Droits Humains calcule que, pour l'année 1998, 15% des Vénézuéliens se trouvent en situation de pauvreté extrême, ce qui signifie qu'au Venezuela, il y a des personnes qui vivent en situation d'indigence et sont exclues de toute politique sociale. Le marché du travail donne les indices suivants : le chômage ouvert est situé à 10% et la moitié de la population économiquement active travaille dans le secteur informel. Selon d'autres indices sociaux, entre 1993 et 1997, la mortalité due à la malnutrition a doublé pour se situer la dernière année à 993 pour chaque 100 000 habitant. Les services publics, comme l'éducation et la santé, se sont détériorés ; 70% des étudiants qui arrivent à l'école primaire ne finiront pas leur neuvième année ; sur 10 étudiants qui arrivent à l'université, 8 proviennent de l'école privée. Dans les zones où la pauvreté est la plus aiguë, la mortalité infantile est 2,5 fois plus élevée que le taux national

Au Venezuela, la corruption, la pauvreté et l'apathie politique s'approfondissaient et les élites traditionnelles étaient impuissantes vis-à-vis ces nouveaux défis. En conséquence, le consensus politique s'effritait et le pays entraînait dans une nouvelle étape, à laquelle ces mêmes élites n'ont pas eu la capacité de s'adapter en offrant des alternatives viables. Au contraire, elles donnaient le spectacle, comme Sonntag l'observe, de s'accrocher au pouvoir uniquement pour satisfaire leurs intérêts égoïstes. [...]

Le projet politique initié en 1958 est donc entré dans une crise profonde qui s'est, simultanément, associée à une autre : celle du néolibéralisme. Succession de crises qui ont permis les conditions historiques pour l'apparition des nouveaux acteurs politiques. Pourtant, le Venezuela, faisant partie de l'Amérique latine, fait également partie de quelque chose qui peut bien s'appeler « une transition dans la transition », où des nouveaux mouvements sociaux essaient de rationaliser et d'articuler des alternatives

Cette majorité ne croyait pas dans le Congrès, se méfiait du Conseil Suprême électoral, voyait dans les partis politiques non des acteurs politiques fondamentaux du système démocratique, sinon des appareils éloignés des citoyens. Leurs leaders étaient vus comme des mafias ou des « castes » dont l'unique objet était de se perpétuer au pouvoir pour maintenir leurs privilèges à travers le monopole du pouvoir politique.

à la crise démocratique du néolibéralisme. La région se trouve ainsi en pleine mouvance anti-néolibérale.

Hugo Chavez et le courant anti-néolibéral régional

Le modèle d'inspiration néolibérale instauré par Andres Pérez et qui a été perpétué par Rafael Caldeira a été accepté au Venezuela, comme un peu partout en Amérique latine, comme étant l'unique chemin à suivre puisque, selon le premier, il n'y avait pas d'alternative. No choice, comme Margaret Thatcher, une des inspiratrices de ce paradigme, aimait dire (Anderson, 1996).

Pour l'Amérique latine, la mise en place de ce programme économique, politique et social signifiait la privatisation des ressources de l'État, son retrait des programmes sociaux et la libéralisation du marché. L'État devait donc se réduire au minimum et le marché prendrait la relève. [...]

Ce modèle a donné des résultats concrets : pourtant, ils sont loin des succès escomptés. En réalité, ce qu'il a généré, un peu partout, ce sont ces gouvernements affaiblis, discrédités et qui ont provoqué la perte de crédibilité dans la démocratie (Boron, 1998). Il se produit ainsi une scission entre ces régimes d'une part, et les électeurs

sus semble être la suivante : étant donné que les gouvernements néolibéraux ont provoqué, en peu de temps, de grands bouleversements socio-économiques et amené la démocratie vers un état de paralysie ils ont

forché, en contrepartie, de nouveaux mouvements sociaux qui, dans leur opposition au néolibéralisme, ont innové les formes d'organisation et de mobilisation collectives. Comme un produit de ces dynamiques, de nouveaux dirigeants sont apparus et ce sont eux qui essaient de donner un sens et des objectifs à atteindre à ces luttes. Hugo Chavez et son mouvement politique semblent s'insérer à l'intérieur de ces nouvelles tendances politiques dans la région. [...]

Hugo Chavez et sa révolution bolivarienne

Hugo Chavez proclame la révolution bolivarienne et met au centre de son programme politique la conception d'une démocratie substantielle qu'il oppose à la conception, pour lui, trop formelle des élites traditionnelles. Pour la concrétisation de ses objectifs, il appelle la participation directe des exclus, promet une redistribution de la richesse et la protection des ressources nationales vis-à-vis des corporations étrangères. [...]

Il y a dans le discours de Chavez, une idée centrale qui se trouve à l'encontre du modèle qui, jusque là, était promu par les élites traditionnelles. Pour Chavez, ce modèle était usé, détesté,

épuisé et fondé sur une conception de la démocratie qui respectait seulement l'égalité politique. Pourtant la démocratie est, selon sa vision, toute autre chose puisqu'elle devrait surtout atteindre l'égalité sociale, économique et culturelle. Le commandant Hugo Chavez établit ainsi une frontière entre la conception formelle de la démocratie et la conception substantielle. Dans cette dynamique, il pose cette contradiction comme une lutte entre l'ancien et le nouveau où « le vieux tarde à mourir, ... et le

neuf » accouche d'une révolution. [...] Afin de transformer la vieille société et ouvrir la possibilité d'une autre, Chavez valorise, comme sujets historiques, les secteurs exclus et de la société vénézuélienne.

Dans ce processus, à la suprématie du marché, comme stratégie globale d'organisation et de développement socio-économique, allait s'opposer le pouvoir régulateur de l'État. [...] .../...



d'autre part, qui ne trouvent, dans leur agenda politique, aucune issue à leurs demandes. Cependant, selon Munck et Palermo (1998), cette séparation entretient un fait douteux : l'entente entre ces gouvernements et les hommes d'affaires dont la corruption pointe comme la jonction de leur connivence. [...]

La phénoménologie de ces proces-

.../... Ce changement de paradigme a également transformé en profondeur l'État. Ce processus politique a été entamé ainsi : « Élu une première fois le 6 décembre 1998, avec 56,2 % des suffrages, Hugo Chavez Frias est reconduit à la présidence du Venezuela le 30 juillet 2000 avec 59,75 % des voix, après avoir remis son mandat en jeu. Entre-temps, les Vénézuéliens ont approuvé, par 88 % des suffrages, la mise en place d'une Constituante puis, par 71,4 % des voix, le texte constitutionnel, préparé par cette assemblée, qui a institué la Ve République » (Ramonet, 1999). [...]

Dans cette dynamique, l'ancien régime vis-à-vis des changements qu'il ne contrôle plus résiste à disparaître et le nouveau régime, quant

à lui, n'a pas encore la puissance pour s'imposer. De là, la lutte, le conflit qui prolonge la crise. Cette dernière, nous la comprenons donc comme la confrontation profonde des deux programmes politiques qui affecte toutes les structures de la société.

Au Venezuela, la révolution chaviste se dresse contre l'ordre établi par les élites au pouvoir depuis le pacte politique de Punto Fijo de 1958. La République bolivarienne fondée par lui n'est que l'expression d'une nouvelle conjoncture pour le Venezuela et synthétise une seule aspiration : fonder un État social dans ce pays (Ponceleon, 1998, p. 12). Ce projet que Hugo Chavez considère d'avant-garde repose sur la prétention de fonder au Venezuela une société qui allait privilégier le développement démocratique, nationaliste, anti-impérialiste et latino-américain (Steffan, 2003). L'État, avec ses lois, ses institutions et ses mécanismes de fonctionnement sont, ainsi, soumis à une réforme en profondeur. C'est contre cet état de choses que les anciennes élites se dressent et opposent une contre-révolution.

Dans cette lutte, les deux grands principes du paradigme démocratique se sont transformés en chair et en os et s'affrontent radicalement ; puisque c'est à travers eux que l'un et l'autre des opposants tente de justifier ses agissements et ses programmes politiques. Et, chacun de son côté, veut établir sa suprématie et l'imposer à l'autre. État libéral versus État démocratique ou social et vice versa se rencontrent ainsi dans un conflit historique profond où les passions et la haine débordent de tous les côtés.

Coup d'État et crise permanente

Le 11 avril 2002, les élites vénézuéliennes ont réalisé un coup d'État. Par cette voie, elles ont tenté de mettre un terme à « la République boliva-

rienne » instituée par Hugo Chavez. Le coup d'État a échoué grâce à la mobilisation populaire et à l'appui d'un secteur important de l'armée. Chavez a été ainsi réinstallé au pouvoir. Au Venezuela existerait donc un équilibre instable des forces politiques :

Pour l'Amérique latine, la mise en place de ce programme économique, politique et social signifiait la privatisation des ressources de l'État, son retrait des programmes sociaux et la libéralisation du marché. L'État devait donc se réduire au minimum et le marché prendrait la relève.

d'un côté, les forces populaires qui exigent l'approfondissement de la « révolution bolivarienne » ; de l'autre côté, les élites dominantes qui la surveillent de près. Si Hugo Chavez n'approfondit pas la révolution bolivarienne, il s'aliène l'appui populaire. Au contraire, s'il la poursuit, les secteurs dominants pourraient provoquer une déséquilibrée majeure du pays. [...]

Conclusion

Dans cette étude, nous avons tenté de dresser un cadre explicatif de la crise politique et du coup d'État au Venezuela. Pour ce faire, nous avons suivi un plan d'exposition qui avait comme idée centrale un fait que nous trouvons essentiel pour l'analyse : le paradigme démocratique est traversé par une antithèse profonde qui fonde deux écoles de pensée et deux sensibilités militantes.

Nous savons ainsi que, pour quelques-uns, la démocratie n'est qu'une simple

Au Venezuela, la révolution chaviste se dresse contre l'ordre établi par les élites au pouvoir depuis le pacte politique de Punto Fijo de 1958.

ouvert. Le lieu par excellence de cette lutte est le pouvoir d'État puisque c'est à travers lui qu'un modèle de démocratie s'impose socialement.

D'une perspective méthodologique, cette découverte, c'est-à-dire celle de considérer le paradigme démocratique comme le porteur d'une antithèse profonde qui se trouve en conflit permanent, nous a été très utile pour comprendre la crise démocratique en Amérique latine et, en particulier, celle du Venezuela. Plus concrètement, cette considération nous a permis de sortir de la vision unilatérale de la démocratie telle que proposée par le paradigme néolibéral et ses souteneurs. Ce paradigme, selon nous, n'explique plus l'actuelle dynamique démocratique dans la région puisqu'il a inspiré des gouvernements de démocraties purement formelles qui, présentement, sont en crise profonde. Cela a, par la force

des événements, provoqué la naissance de nouvelles forces politiques qui proposent maintenant des alternatives à ces régimes. Ces forces, comme on l'a vu, s'inspirent d'une conception substantielle de la démocratie. [...]

Cette approche nous a été fort utile pour déchiffrer le conflit vénézuélien dans le sens suivant : au Venezuela, les élites dominantes traditionnelles avaient tenté de démanteler l'État

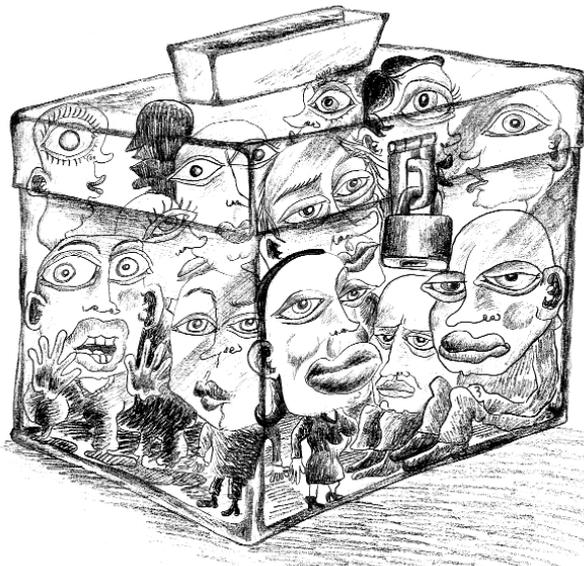
développementaliste et, à sa place, installer un néolibéralisme de démocratie formelle qui, en fait, propose l'État minimal et laisse toute la place aux forces du marché. [...]. À cette conception minimale de la démocratie, Hugo Chavez oppose sa conception de démocratie substantielle qui, concrètement, propose une redistribution de la richesse et où « le peuple participerait à la prise de décision grâce à un dialogue permanent avec le pouvoir » (Ponceleon, 1998, p. 9).

C'est avec cette conception substantielle de la démocratie que le président Hugo Chavez tente de légitimer son régime et d'écarter du pouvoir une « élite » qui faisait de la démocratie formelle la base de son programme politique. Des idéologies et des programmes politiques s'affrontent radicalement et tentent de frapper l'imaginaire politique populaire.

Le but est, ici, de gagner son consentement actif et d'imposer l'hégémonie d'un paradigme sur l'autre. C'est à l'intérieur de ces paramètres que nous avons tenté de trouver les sources explicatives du conflit politique vénézuélien.

MR

1 - Voir *Ô Pieds du nez* numéro 7 pages 8 à 10



La révolution bolivarienne en action

La politique du gouvernement de Hugo Chavez depuis son arrivée au pouvoir vise à combattre la puissance des oligarques du patronat vénézuélien. La reprise en main de l'industrie pétrolière publique, jusqu'alors noyauté par la classe dirigeante qui l'utilisait à son profit, permet au gouvernement bolivarien de financer des programmes sociaux. Cette politique se caractérise par un fort interventionnisme d'Etat mais aussi par un soutien aux initiatives locales et populaires. Le gouvernement bolivarien en réconciliant l'interventionnisme d'Etat et les pratiques autogestionnaires est peut-être en train de trouver une nouvelle voie pour le socialisme.

Le principe de démocratie directe

Une assemblée constituante élue rédigea la constitution du Venezuela qui fut ensuite approuvée par le peuple par un référendum. Elle affirme «Ce n'est plus l'Etat qui doit être démocratique mais aussi la société». Elle prône la participation «directe, semi-directe et indirecte» de la population dans la gestion des affaires communes. La constitution bolivarienne reconnaît les langues us et coutumes et la culture des 33 peuples indigènes du Venezuela.

Avec ses différents référendums (abrogatoire, consultatif, révocatoire) la Constitution met au service du peuple un outil de participation au pouvoir politique. La Constitution permet aussi l'initiative législative et la création d'assemblée de citoyens.

Le pouvoir vénézuélien compte sur la participation de la population pour assurer l'autodéveloppement économique et social entre autres à travers la création de coopératives gérées (ou cogérées) par les travailleurs. Les entreprises publiques privilégient dans leurs appels d'offre les coopératives ou les petites et moyennes entreprises nationales.

Dans le domaine politique les «conseils locaux de planification publique» (2002) organisent la gestion locale en collaboration avec l'Etat central.

Sur le plan local l'intervention des communautés se manifeste, par exemple par l'action des «comités techniques de l'eau» et «des conseils communautaires de l'eau» qui collaborent avec l'entreprise publique à la gestion de la distribution de l'eau.

Les maisons d'alimentation populaire

Les maisons d'alimentations populaires sont le fruit de l'initiative et de l'organisation de la communauté soutenue par le gouvernement vénézuélien. Il s'agit de cantines populaires qui offrent chaque jour deux repas à la population la plus pauvre. Elles sont inscrites dans la vie

de chaque quartier et à l'initiative des habitants.

C'est face au problème de la sous-alimentation (17% de la population en 2002) qu'est née ce type d'initiative dans le Venezuela bolivarien. A l'heure actuelle on compte plus de 4000 «casa de alimentacion» et plus de 600 000 bénéficiaires. Le soutien gouvernemental se manifeste par la livraison gratuite d'aliment et de gaz. Les mercals (supermarché d'état) et le programme d'alimentation apportent aussi leur aide.

Le contrôle et la gestion des cantines populaires est le travail de la communauté. Les institutions Vénézuéliennes se mettent donc au service des initiatives populaires en s'appuyant sur la déclaration de Chavez : «Pour en finir avec la pauvreté et la faim dans le monde, il faut donner le pouvoir aux pauvres.»

La politique du micro crédit

Le Parlement vénézuélien a voté une loi qui contraint les banques à pratiquer une politique de microcrédit au bénéfice de personnes ne présentant pas de garanties financières, elles doivent consacrer un pourcentage de leurs prêts au microcrédit. Les banques privées prêtent donc de l'argent aux plus démunis qui veulent monter un projet de microentreprise, de recherche d'autonomie (achat de bétails), etc.

Les différentes expériences de micro crédit dans le monde montrent que le taux de recouvrement est de 98%. Les premières bénéficiaires étant les femmes (70%).

Les mercals

Les mercals sont un réseau de supermarché d'Etat créé pour faire concurrence au monopole privé de la distribution alimentaire. Les produits du réseau mercal proviennent en grande partie des coopératives d'agriculteurs, il s'agit de produits alimentaires de base. Les prix mercal sont 50 à 60% moins chers que ceux des distributeurs privés. Les mercals se divisent en deux types, le super mercal gouvernemental et le mercal typo 1 qui correspond à une épicerie implantée dans les quartiers et tenue par un ou plusieurs habitants. Le réseau mercal distribue plus de 3 000 tonnes de nourriture par jour et touche 8 millions de personnes.

Les nucléos de desarrollo endogeno

Les noyaux de développement endogène sont des complexes construits pour améliorer la qualité de vie des habitants. Le but est autant de développer un autre modèle économique que de servir de laboratoire pour les organisations populaires. La création de ces centres se décide démocratiquement dans les quartiers. La construction est le fruit de la collaboration entre les coopératives de construction du quartier et les ingénieurs de l'armée vénézuélienne. L'action de ces complexes s'opère selon trois axes.../...

« Le système de gouvernement le plus parfait est celui qui procure au peuple la plus grande somme de stabilité politique, la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de bonheur possible » concept bolivarien.

.../... majeurs; la santé, les coopératives et la démocratie directe.

Des pharmacies populaires sont installées dans les nucléos, elles vendent les médicaments 85 % moins chers que les prix pratiqués habituellement. Les cliniques populaires relaient dans les nucléos l'action des médecins des quartiers. Le sport intègre la politique de santé publique, des infrastructures multi-sport complètent le dispositif santé des nucléos.

Les nucléos sont aussi le lieu de création de coopératives ouvrières. La mission gouvernementale «Vuelvan caras» vise à former les chômeurs pour permettre leur intégration professionnelle au sein d'une coopérative. Le Venezuela compte actuellement 6 096 coopératives dans différents domaines d'activité; agricole, textile, bâtiment, etc . La gestion de ces coopératives se fait dans le cadre d'assemblées de travailleurs. Certaines coopératives ont fait le choix d'une production d'autosuffisance, d'autres produisent pour l'Etat qui leur assure des débouchés commerciaux par l'intermédiaire des mercats.

Le centre des nucléos est constitué par la place communautaire entourée de gradins. Cette place est l'agora, le lieu de discussions, d'échanges et de manifestations culturelles. Sur ces places se déroulent les assemblées générales des nucléos.

D'autres structures sociales existent dans le cadre des nucléos tel que les écoles bolivariennes, les maternelles simoncito et les cantines populaires.

Les noyaux de développement endogène visent à la création d'un système économique alternatif qui situe en son centre la participation active de la communauté. Le but avoué est la transformation structurelle du pays tant au point de vue économique que social en s'appuyant sur l'action de la population.

Le programme barrio adentro

La mission barrio adentro prévoit en plus des médecins des quartiers et des cliniques populaires, la création de 12 000 centres de diagnostic intégral (cdi) et de salles de ré-

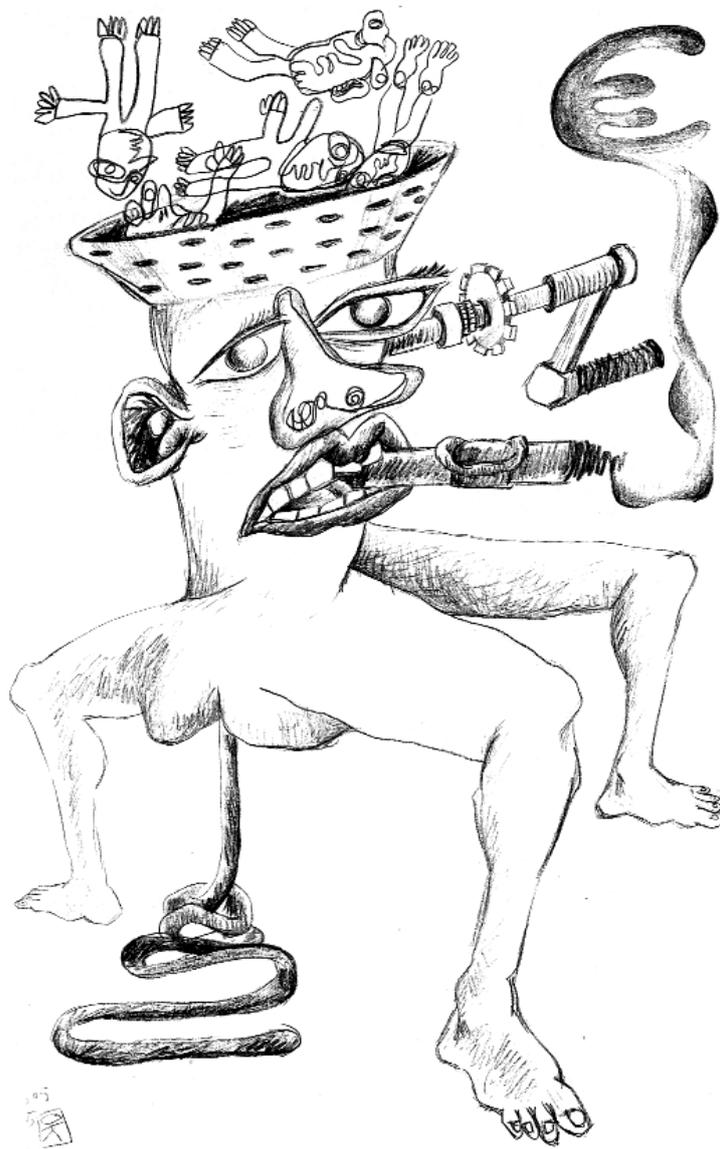
habilitation intégrales (sri) qui correspondent à des centres médicaux de haute technologie inexistants hors du secteur privé jusqu'à présent. Le but est de décongestionner les hôpitaux traditionnels et d'offrir un meilleur cadre de soin. Ces centres sont munis d'un service d'urgence et sont ouverts 24h/24 et 7jours/7.

La mission barrio adentro reçoit le soutien du gouvernement cubain qui met à disposition du programme une partie de ces médecins(15 000). Cette mission a permis l'implantation de 8 500 dispensaires dans les quartiers populaires qui proposent une médecine générale et de prévention.

Le gouvernement vénézuélien déclare vouloir consacrer 7% de son PIB aux dépenses de santé à l'avenir.

Les missions éducatives

La politique éducative des gouvernements précédents était marquée par l'application des dogmes néo-libéraux dont les conséquences étaient la privatisation et l'exclusion sociale.../...



.../... L'éducation publique, faute de moyen, s'était dégradée considérablement et l'éducation privée restait le privilège de ceux qui pouvaient payer. **En 1998** le taux de scolarité était de 59 pour cent : plus de 1 500 000 personnes étaient analphabètes (le taux d'analphabétisme est passé de 8.4 % de la population en 1998 à 0.4 % en 2005) et plus de 500 000 bacheliers n'avaient pas accès à l'université faute de moyens financiers. Seulement 2.8 pour cent du PIB était consacré à l'éducation .

Depuis 1999, 3 750 «écoles bolivariennes» ont été ouvertes dans tous le pays. Ces écoles offrent en plus aux enfants deux repas et deux goûters par jour. Les fournitures scolaires (manuels, cahiers uniformes) sont fournies gratuitement. A l'heure actuelle 20% du budget national est consacré à l'éducation.

Quatre types de missions éducatives ont été mise en place depuis l'arrivée au pouvoir de la République bolivarienne : mission Robinson 1 et 2, mission Ribas et Sucre. Elles bâtissent leur action sur le slogan : «éduquer pour que le peuple soit libre». le but de ces missions est d'éliminer l'analphabétisme (la mission Robinson 1 a permis l'alphabétisation de plus de 1 million de personne en un an), et de rendre les études secondaires accessibles à tous.

La mission robinson1 est une mission d'alphabétisation basée sur une méthode audiovisuelle («Yo, si puedo», oui, je peux) qui porte ses fruits en sept semaines d'apprentissage.

La mission robinson 2 étend le champ d'action de la mission Robinson 1 et propose la poursuite des études primaires (comprenant l'anglais et l'informatique) toujours sur les bases d'une méthode audiovisuelle de pointe.

La mission Ribas

La socialisation des revenus du pétrole permet de financer ce programme d'accès aux études secondaires.

La mission Sucre

Elle diffuse l'enseignement universitaire au niveau des municipalités dans l'ensemble du pays et ouvre les portes des facultés à une partie plus large de la population. Les 400 000 bourses distribuées (100 Dollars par mois) incitent de nombreuse personnes à poursuivre ou à reprendre leurs études. La socialisation des revenus du pétrole permet le financement de l'ensemble des programmes scolaires, l'industrie pétrolière constituant elle même un débouché professionnel important pour les nouveaux diplômés.

La mission vuelvan caras

Elle vise à la formation professionnelle rémunérée de milliers de chômeurs dans de nombreux secteurs d'activité de la production aux services. Les coopératives de production (basées sur l'initiative et la gestion populaire et soutenues par l'Etat) offrent de nombreux débouchés à ces for-

mations professionnelles.

la mission Zamora

Au Venezuela 80 % des terres exploitées appartiennent à 5% de la population. L'agriculture est tournée vers l'industrie agro-alimentaire (sucre, farine, boissons fermentées) alors que 70 % de l'alimentation de base est importée. La nouvelle loi de réforme agraire permet au gouvernement de récupérer toutes les terres improductives et les attribuer à ceux qui veulent les cultiver : 2 millions d'hectares ont déjà été attribués à plus de 130 000 familles rurales entre 1998 et 2004. Le but de la réforme agraire est de révolutionner le modèle agricole vénézuélien, de récupérer les terres improductives au bénéfice des coopératives agricoles afin de produire pour satisfaire la demande alimentaire interne.

La banque de développement économique

Cette institution bancaire a été créée pour soutenir financièrement les coopératives, les micro-entreprises et les projets familiaux de petite taille. En 2004 elle a concédé plus de 19 000 crédits.

Quelques chiffres

le nombre de personne ayant accès à l'eau potable a doublé depuis 1998 (de 16 à 32 pour cent de la population).

Les dépenses sociales représentent 40 pour cent du PIB en 2004 contre 7.8 pour cent en 1998.

Le salaire minimum est passé de 100 000 Bolivars en 1998 à 321 235 en 2004.

Sources : articles de romain Migus, cercle boliviariens de Paris: <http://cbparis.free.fr>, documentation fournie par l'ambassade du Venezuela, article de Margarita Lopez Maya et Claudia Jardim (supplément au monde diplomatique - juin 2005)

DJ



LE PROGRAMME EDUCATIF de L'UMP:
LIRE, ÉCRIRE, COMPTER...



- 1 LIRE LES CONSIGNES DE TRAVAIL...
- 2 ... SIGNER SON CONTRAT DE TRAVAIL...
- 3 ... COMPTER LES PIÈCES JAUNES DE SON SALAIRE...



LA BOURSE MONTE...



PROGRÈS SOCIAL EN LOUISIANE...



POUR tout GOUVERNEMENT UMP...



... UN PORTE-CLÉF MEDEF OFFERT...

... L'EAU COURANTE ARRIVE DANS LES QUARTIERS PAUVRES

Khaled s'étend sur son lit. Le store est baissé et une demi-obscurité l'entoure. Il ne sent rien de particulier si ce n'est un bien-être envoûtant. Son corps lui paraît léger et exceptionnellement vivant. Il regarde avec étonnement ses mains qui s'ouvrent et se ferment. Combien ont-elles manipulé d'objets ? Combien ce poing a-t-il frappé de visages ? Ses yeux parcourent la peau à la recherche d'un défaut. Il s'étonne de trouver si peu de cicatrices. Ce corps, admirablement conçu, a toujours guéri avec une efficacité déconcertante. Son regard s'attarde sur la ligne de vie. Très longue. Un gloussement s'échappe de sa bouche. Par contre la ligne d'amour est très marquée et extrêmement courte. Khaled se laisse guider par le désordre de ses pensées qui glissent dans le chaos du souvenir. Sa respiration est régulière, légèrement rapide.

La lumière baisse déjà dans la pièce. L'adolescent devine l'emplacement de chacune de ses affaires si chargées de souvenirs. Les gants de boxe, les chaussures de football. Peu de chose attestant d'un minimum d'intérêt artistique. Un bruit dans l'appartement mitoyen le ramène à son angoisse. Des voix percent le silence.

Des enfants pleurent. Un cri jaillit dans une langue inconnue. Dehors, d'autres bruits se manifestent. Des chocs, des rires. Une sirène retentit au loin. A cet instant il aperçoit le masque du Sénégal qu'elle aimait tant. C'est un fascinant visage de bois et de couleurs. Beau et laid simultanément, joyeux et malveillant. Elle restait souvent plusieurs minutes à le détailler. Ses yeux parcouraient chaque aspérité avec éblouissement. Le re-

gard de Khaled et maintenant rêveur. Petit à petit, son esprit s'embrume.

La journée était belle. Depuis le matin il parcourait les rues désertes de la cité. En ce dimanche après-midi, seules quelques bandes d'origine indéfinie stationnaient de façon éparse. Tuant le temps à l'aide de plaisanteries faciles. Cherchant une occupation rimant avec destruction. Les rires haineux raisonnaient fréquemment. Khaled marchait seul, habitué à la présence de ces âmes en dérive. Le ciel était lumineux. Quelques familles françaises riaient en s'installant dans un véhicule. Les premières douceurs étaient l'occasion pour ces familles de faire une promenade en forêt avec des relations habitant les alentours. Lui déambulait nonchalamment, se demandant à peine ce que lui réservait cette journée de printemps. Il se décida tout à coup à se fixer un but. Il irait au parc. Entrer en communion avec cette nature disciplinée, ironiquement implantée au pied des bâtiments. Ses pas se firent plus décidés. La motivation détendait son visage. Plusieurs fois le même but s'était déjà présenté à son esprit comme un palliatif de son ennui. Enfin, il aperçut les courbes

faussement désordonnées entre les rangées d'immeubles. Déjà, les monticules de terre annonçant la vaste étendue verte semblaient tendre leurs bras vers les enfants du bitume. Khaled ralentit pour permettre à son imagination de travailler. Son visage se dérida imperceptiblement. Il se souvint du dessin des allées, des arbres trop jeunes pour supporter les assauts des enfants du quartier. Finalement, le parc se déroula devant ses yeux ébahis. Le vert attendu n'était pas seul au rendez-vous. Il s'approcha et demeura

quelques instants dans un état d'extase sans précédent. Le printemps avait amené avec lui les couleurs de l'année précédente si vite oubliées. Ses yeux erraient, affolés par cette splendeur contrastant avec l'uniformité de la banlieue. Le nom des fleurs, il ne les connaissait pas, pourtant il les percevait parfaitement dans leur beauté infinie. Son regard passait d'un détail à l'autre sans trouver de point d'attache. Chaque courbe était un sujet d'exaltation. Mais brusquement, ses yeux s'attardèrent sur une forme mille fois plus délicieuse.

Des larmes lui coulent maintenant le long des joues. Curieusement, ses pensées retrouvent leur rigueur habituelle. Ces sens reprennent lentement vie. Le plaisir de ce souvenir le replonge dans le moment présent et un soupçon de panique voile, la durée d'un instant, la surface de son regard. Les voix se sont maintenant arrêtées. Le silence de la ville, celui des sons réguliers de voitures, ne dure qu'un très court moment. De délicieuses odeurs de cuisine flattent les narines du rêveur par la fenêtre entrouverte. Des bruits de pas témoignent de la précipitation d'une famille vers le couvert. Une musique douce s'élève. Un peu plus forte, la radio d'un voisin mécontent la domine. Khaled ferme paisiblement les yeux. Son corps s'endort lentement, cependant son esprit demeure.

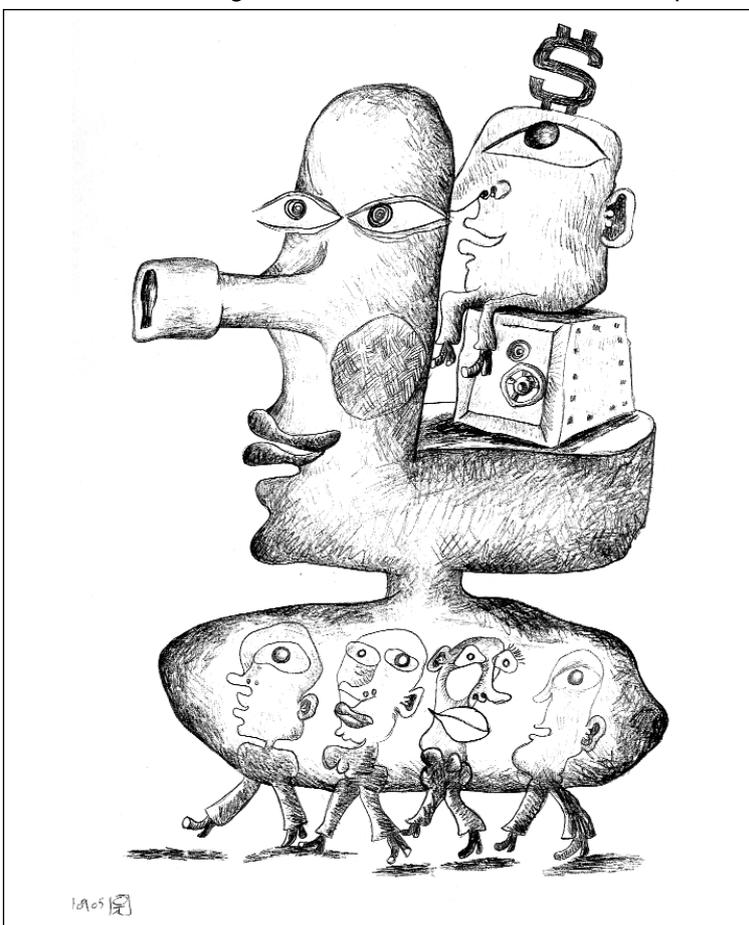
Aussitôt, il avait eu l'impression qu'elle l'attendait. Son visage était tourné, néanmoins, il eut la conviction qu'elle lui souriait. Il s'approcha d'elle piano pour ne pas attirer son attention. Ses cheveux étaient d'or. De l'autre monde. Il était maintenant à quelques mètres d'elle et ne pouvait s'extraire de sa béatitude. Inopinément la jeune fille se retourna. Un sourire sésraphique mourait sur ses lèvres. Elle lui lança un regard de défi. Ses yeux étaient verts, enivrants. Khaled ne bougea pas pour ne pas l'effrayer, comme face à un chaton terrorisé. A cet instant les lèvres au dessin divin remuèrent comme parcourue par le vent. Aucun son ne sortit. L'instant d'après, le visage mon-.../...



.../... trait toutes les caractéristiques du rire. Aucun son n'arriva aux oreilles de Khaled. Pourtant, il eut soudain conscience de connaître son nom. Sandra. Cendre. Sans drap. Sang. Flamme. Erotisme. Mort.

Khaled, le corps, refroidit doucement. Khaled, le coeur, est chauffé à blanc. Une joie ineffable le transporte. Les questions se succèdent. Ses pensées s'embrouillent un instant, ne sachant pas quelle route prendre. Celle de la vie ? Celle de la mort ? Les bruits de vaisselle rythment la souffrance de l'étranger dans sa propre maison, de l'étranger dans sa propre ville, de l'étranger dans son pays natal. Le chat s'approche cérémonieusement et vient se lover contre ces reins. Cette source de chaleur donne au jeune homme un soupçon de vie. Le ronronnement régulier le berce agréablement. Ses souvenirs s'égarent de

figèrent, les corps se dénouèrent rapidement. Fatalement, inexorablement, la porte de la chambre s'ouvrit. Quelques secondes trop tôt pour que Khaled n'ait eu le temps de s'enfuir par la fenêtre. Une poigne de fer le saisit aussitôt. « Alors, bougnoul, on s'tape une blanche ? » Les insultes fusaient. Lui ne bougeait pas. A quoi bon ! Après trente ans de manoeuvre le père de Sandra avait une force égalant sa stupidité. « Et toi, tu bouges pas avant que je r'viennne ! » dit-il en tendant son index levé vers la jeune fille. Sandra n'osait faire un geste. La terreur l'avait totalement anéantie. Khaled fut entraîné dans la cuisine où il reçut tous les coups avec stoïcisme. Mais les insultes lui firent très mal. Il tenta un moment de riposter et fut aussitôt expulsé de l'appartement qu'il voyait déjà, quelques minutes plus tôt, comme le sien. Juste avant que la porte ne se refermât, il



crut entendre hurler « Khaled, je t'aime ! » Mais ne l'avait-il pas imaginé ? La respiration de ce corps étendu s'accélére, se fait plus saccadée. Les membres tremblent. Khaled remonte le drap, prenant sa terreur pour un refroidissement. Le soleil a tourné et tape maintenant sur la fenêtre. Son dernier éclat du soir rappelle le cri de l'agonisant. L'adolescent s'efforce de ne plus penser. Cependant, comme venant de l'extérieur, des voix raisonnent dans son cerveau. Celles de sa mère, de son père, de ses amis. Il croit même entendre une nouvelle fois les derniers mots de Sandra. Cette voix chantante comme celle d'un oiseau exotique. Cette voix qu'il adorait et ne se lassait jamais d'écouter. Un murmure emplit maintenant la chambre. Etonné, Khaled tente vainement

d'ouvrir les yeux. Il essaie de les comprendre mais les mots restent inaudibles. La plainte s'échappe en fait de sa propre bouche. Il s'en aperçoit avec stupeur.

Par le store, un seul rayon de soleil filtre et tombe sur la table de nuit. Le verre. Le flacon vide. Le téléphone. Le regard de Khaled flotte entre les deux, entre vie et mort. Un doute dévastateur s'insinue dans son esprit. Sa main se tend lentement, s'approche du récepteur. Soudain, elle se crispe. Elle retombe lourdement sur le bord du lit dans une expression de désespoir infini. Les yeux s'ouvrent démesurément. Une dernière image apparaît. Un visage rieur et baigné de larme. Son esprit rage. Voyage. Nage...

Un sanglot secoue soudain ce corps inerte.

Ce jour de la semaine précédente était le plus beau, le plus exaltant. Ils avaient construit en quelques heures un monde nouveau, un monde heureux, loin des conflits de race, entraîné par l'amour. Ils avaient trouvé les noms de leurs futurs enfants. Mahité, Ken, Marie... Au moins quinze, de tous horizons, de toutes sonorités, de toutes couleurs. Ils riaient maintenant aux éclats. Le bonheur était là, à portée de main. Mais quand le bruit caractéristique de la porte d'entrée se fit entendre, les rires s'arrêtèrent. Les regards se

Rubrique "autopsie d'un charognard"

18 aout 1938:Henry Ford, l'ami des nazis

Aux USA, c'est jour de fête à Dearborn. Le grand industriel Henry Ford organise une réception pour fêter sa nouvelle médaille. Il vient en effet de recevoir - à l'occasion de son 75^e anniversaire, un petit colis de la part du chancelier Adolf Hitler, qui lui octroie la Grande Croix de l'Ordre de l'Aigle, la plus haute décoration du Reich pour les étrangers. Outre un soutien sans faille à l'industrie civile et militaire nazie, Henry Ford partage avec Hitler un anti-sémitisme violent et obsessionnel. Il a ainsi financé l'impression et l'envoi en 50 exemplaires à chaque bibliothèque municipale et scolaire des États Unis du pamphlet Les Protocles des Sages de Sion. Lors de la réception, en présence de l'attaché culturel allemand, Ford lève son verre et souhaite : « le succès de la jeune et puissante Allemagne nazie dans sa tâche d'éradication de toutes les vermines et dégénérés qui salissent la race blanche ». Ce n'est qu'en 1942 que Ford devra faire semblant de cesser ses relations avec l'Allemagne nazie... mais il sera quand même indemnisé après la guerre pour les dommages qu'ont subi ses usines en Allemagne à cause des bombardements alliés.

Reseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org>



Exprimez-vous dans O Pieds de Nez

Vous pouvez envoyer vos productions par mail à l'adresse ci-dessous ou publier directement vos textes sur le SPIP de aarrg Besançon à aarrg-besancon.chez-alice.fr

La rubrique *C'est arrivé près de chez vous* est appelée à réapparaître si des témoignages d'événements exceptionnels (artistiques, culturels, sociaux, ...) nous arrivent.

Radio : AARRG ! anime une émission de radio sur Radio BIP chaque quatrième jeudi du mois à 19h30, retransmise le mardi suivant à 13h

Contact : aarrg-besac@no-log.org - Informations : aarrg-besancon.chez-alice.fr